

Marc Roche Journaliste

Les Britanniques à l'heure d'une rupture avec le passé ?

C'était le 8 janvier 2019, la chance de David Lidington s'est jouée en deux heures. Emporté par une affaire de harcèlement sexuel, le vice-Premier ministre, Damian Green, démissionne. Il faut, d'urgence, lui trouver un remplaçant. Ministre de la Justice depuis six mois, David Lidington fera l'affaire.

Inconnu au hit-parade des stars de la droite, le député d'Aylesbury pèse aujourd'hui sur pratiquement toutes les décisions du Brexit. Le personnage sans relief est devenu l'un des acteurs essentiels de la saga de la sortie du Royaume-Uni de l'UE. Avant le vote du 14 février, le bras droit de circonstance de la Première ministre, Theresa May, a été intégré à l'équipe de négociation aux côtés du *missus dominicus* de l'ombre, l'incontournable Ollie Robbins.

Un beau cadeau pour le docteur en histoire, spécialiste du système pénal sous le règne d'Elizabeth I. En effet, en trente ans de carrière parlementaire, il n'a jamais rien fait qui, chez les Tories, garantisse un tel avancement. Ce sexagénaire couleur muraille n'a détenu que des portefeuilles secondaires et ne compte aucune prouesse législative à son actif. L'homme d'appareil a même été éclaboussé par le scandale des notes de frais de députés auquel il a échappé de justesse.

Pourtant, à y regarder de près, Lidington apparaît comme l'homme idoine. Entre 2010 et 2016, l'intéressé a

été secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, très respecté par les partenaires des 27 tout comme par les diplomates du Foreign Office. Ce « Rester » de cœur est acceptable par les « Leavers » en raison de ses prises de position très droitières sur les problèmes de société et sur l'immigration.

Son pragmatisme, sa rondeur et son entregent sont autant d'atouts dans ce rôle de *go between* entre les différentes factions de la majorité qui ne cessent de s'étriper à propos du départ de l'UE. Il est aussi en charge des relations avec les responsables écossais, gallois et nord-irlandais à la tête des trois régions qui composent un royaume en proie aux tentations centrifuges depuis le référendum du 23 juin 2016.

Surtout, David Lidington connaît comme personne le « Theresa May mode d'emploi ». Celui qui ne se pousse jamais du col est d'une totale loyauté envers une Première ministre méfiante et secrète, qui déteste ceux qui réussissent de manière trop voyante.

Dans les méandres entrecroisés de la diplomatie et de la politique intérieure, ce jardinier arrache les mauvaises herbes sans jamais tenter d'éclaircir les taillis.

Reste qu'en filigrane des pourparlers téléguisés désormais par Lidington, la course à la succession de Theresa May est déjà ouverte. A droite de la droite, deux hommes s'agitent : Boris Johnson et Jacob-Rees Mogg.

Les mensonges de Boris Johnson

Malgré sa prestation désastreuse à la tête du Foreign Office, Johnson reste très populaire auprès de la base du parti conservateur. Sa chronique hebdomadaire publiée dans le grand quotidien tory *Daily Telegraph* n'a pas cou-

tume de faire dans la dentelle. Ses charges d'une violence verbale inouïe font mouche auprès de la frange eurosceptique de l'électorat avide de ses bons mots, de son goût de la provocation et de son insolence.

Toutefois si les sondages le placent à la tête des challengers potentiels de Theresa May, la magie Boris n'opère plus auprès du grand public. L'ancien maire de Londres paie ses mensonges à répétition au cours de la campagne référendaire. Comme l'affirme le dicton américain, « on ne peut berner tout le monde tout le temps ».

L'autre orateur préféré du peuple de droite ultra est Jacob Rees-Mogg. Le président de l'European Research Group entendait créer une coalition victorieuse entre les conservateurs les plus eurosceptiques et les amis de Nigel Farage, le fondateur du parti xénophobe Ukip. Un projet adoubi par Steve Bannon, l'ex-stratège de la Maison-Blanche, fer de lance de l'Alt-right.

Un petit pas qui compte

Conscient toutefois de l'impasse élec-

torale d'une telle aventure, le patricien a changé son fusil d'épaule. A l'approche du jour J, ce fin stratège a mis de l'eau dans son vin. « JRM » est à l'origine des pourparlers entre les anti et les pro-Brexit de la majorité qui ont servi de trame au mandat donné le 29 janvier à Theresa May de négocier de nouvelles concessions de Bruxelles sur la frontière irlandaise. Hyperlibéral en économie, ce grand échalon ne prône plus une sortie brutale, mais une solution « canadienne plus » basée sur un accord de libre-échange entre le Royaume-Uni et l'Union européenne.

Lidington, Johnson, Rees-Mogg. Les trois ténors tories ont toutefois mangé leur pain blanc. Car, comme l'indique Matthew Elliott, l'un des architectes de la victoire du « Leave » en 2016, la tornade européenne menace d'emporter toute une génération de personnalités de droite liées au référendum pour faire une rupture nette avec le passé. Le choc du Brexit devrait entraîner un passage de témoin générationnel en ces temps où se fait sentir la soif de sang neuf.

Et que pense donc la Reine de tout ce remue-ménage ? Depuis la fatidique consultation, Elizabeth II ne s'est jamais départie de sa stricte neutralité. Mais alors que l'heure tourne, à la demande de Theresa May, la chef de l'Etat a appelé les parlementaires à trouver « un terrain d'entente ». Ce n'est qu'un petit pas, si l'on peut dire, mais enfin il compte. ■